

Pérou : Un dirigeant autochtone amazonien rentre d'exil

Par David Dudenhoefer, Correspondant de ToDay, publié le 8 juin 2010



A l'approche, le 5 juin, du premier anniversaire de l'affrontement entre la police et des manifestants autochtones dans la province de Bagua qui a fait 34 morts et plus de 200 blessés, le Président de l'association qui avait organisé la manifestation est rentré d'onze mois d'exil pour affronter l'accusation de crime et d'autres défis. Alberto Pizango Shawi, âgé de 44 ans, président de l'Association interethnique de développement de la forêt tropicale péruvienne (AIDSESEP) a quitté le Nicaragua le 26 mai d'où il s'est envolé pour Lima; il fut immédiatement arrêté à son arrivée.

Accusé d'avoir fomenté la sédition et les émeutes il fut relâché sans caution.

Lors d'une conférence de presse, le lendemain, il a déclaré : *« Je suis rentré dans mon pays natal, le Pérou, non seulement pour faire face aux accusations et démontrer mon innocence mais aussi pour construire et contribuer à la réconciliation avec les Péruviens si tant est qu'ils reconnaissent notre peuple et respectent nos droits à l'égalité comme citoyens ».*

Pizango était entré dans la clandestinité pour échapper à une arrestation pour divers crimes résultant des violences commises à Bagua, malgré le fait qu'il se trouvait à Lima, à plus de 1000 kms. au moment des faits. Il trouva refuge à l'ambassade du Nicaragua qui lui offrit l'asile politique.

Durant l'année dernière l'avocat de l'AIDSESEP a réussi à faire supprimer les charges criminelles contre Pizango mais celui-ci reste accusé devant le tribunal de Lima et deux tribunaux régionaux.

Pizango et d'autres dirigeants de l'AIDSESEP sont les élus de sept organisations autochtones régionales qui représentent environ 340.000 membres de 56 tribus amazoniennes de l'est péruvien.

L'est péruvien constitue 16 % du bassin amazonien dont la plus grande partie se trouve au Brésil. AIDSESEP a coordonné, l'année dernière, une mobilisation de 10 semaines qui regroupait environ 20.000 participants exigeant le retrait de neuf décrets, signés par le Président Alan Garcia, qui menaçaient les droits des autochtones à leurs terres et à leurs ressources naturelles. L'effusion de sang de Bagua eut lieu dans la huitième semaine de la manifestation quand 650 policiers et soldats avec véhicules armés et hélicoptères ont démonté un barrage routier que 3.000 Indiens *Awajun* et *Wampis* avaient établi depuis deux semaines sur la principale autoroute est-ouest du nord Pérou.

Près de 200 manifestants furent blessés et 11 tués pendant l'assaut mais un groupe de manifestants vola des fusils et tua 13 policiers. Le reportage de la radio mentionne que 200 *Awajun* se rendirent à la station de pompage de pétrole voisine et prirent 34 policiers en otage ; quand la police lança l'assaut pour les délivrer, les manifestants en tuèrent 10 par

vengeance . A l'arrivée de Pizango, les amis et les familles des fonctionnaires assassinés manifestèrent à l'aéroport de Lima. Bien qu'il ait accusé la police d'avoir commis un génocide le matin de l'émeute de Bagua Pizango, à l'occasion d'une conférence de presse, présenta ses condoléances aux familles : *« je regrette profondément la perte de toute vie de mes frères policiers et autochtones »*. Deux semaines après l'émeute de Bagua le parlement péruvien rejeta deux des neuf décrets jugés offensants et l'administration Garcia créa plusieurs comités de négociations (*mesas de dialogo*) avec des représentants de l'AIDSESEP et d'autres organisations pour examiner les plaintes des autochtones. Mais les relations sont restées tendues l'année dernière car le gouvernement a lancé des mandats d'arrêt contre cinq dirigeants de l'AIDSESEP et des organisateurs du barrage routier.

Selon le porte parole de l'AIDSESEP, Edson Rosales, neuf manifestants sont en prison en attente de jugement à Urubamba, Pérou. Gil Inoach, Indien Awajun, ancien président de l'AIDSESEP, à présent collaborateur du Coordinateur des Organisations autochtones du bassin amazonien (COICA) a déclaré que la libération de Pizango indique que le gouvernement est plus ouvert à la négociation que l'année dernière. Il remarque que d'autres développements positifs sont intervenus, tels que la récente adoption par le parlement péruvien d'une loi requérant le consentement préalable des communautés autochtones à des projets qui les concernent. Bien que cette loi soit défectueuse, elle peut être améliorée par des amendements et aidera les autochtones à défendre leurs droits et leurs ressources. Cette loi est le pas le plus significatif accompli par le gouvernement pour se conformer à la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail que le Pérou a signée en 1993. Inoach a noté que les conflits persistent dans la région amazonienne car les entreprises d'exploitation du pétrole, du gaz, du bois et des ressources minières demeurent libres d'agir. Il ajoute que les organisations autochtones luttant contre l'extension des forages pétroliers dans le bassin de l'Amazonie ont reçu le soutien de nombreuses régions habitées par des non autochtones ; néanmoins l'AIDSESEP doit faire pression sur le gouvernement pour améliorer la nouvelle loi et mettre en œuvre les recommandations de comités de négociations. *« A travers leur mobilisation (l'année dernière) les peuples autochtones ont démontré qu'ils rejettent toute menace en Amazonie »* dit-il. *« Le gouvernement comprend maintenant qu'il doit dialoguer et se conformer aux règles établies par les accords internationaux tels que la Convention 169 de l'OIT et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones »*.

1998-2010 Indian Country Today. Tous droits réservés

[Http://www.indiancountrytoday.com/home/content/95613954.html](http://www.indiancountrytoday.com/home/content/95613954.html)

Traduction S. DREYFUS -GAMELON pour le GITPA